

Macron : la difficile levée des hypothèques électoralistes

Posté le : 4 juillet 2018 13:45 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Cycles et conjoncture, Pays en voie de développement, Crise systémique, Attitudes, Crise mondiale, Histoire économique récente, Réforme, hyperfiscalité, Economie et politique, sécurité sociale, Fiscalité

Le problème des processus électoraux est toujours la liquidation des promesses inconsidérées qu'on se croit obligé de faire, surtout quand on a fait sien le mantra : « j'ai dit ce que je ferai et je le fais », une grave erreur de gouvernance.

Cela paraît loin aujourd'hui mais la faute démagogique originelle du candidat Macron, du point de vue national, même si le résultat électoral a été obtenu, est d'avoir faussé le vote avec deux promesses qui étaient deux achats de votes caractérisés, moralement et politiquement condamnables .

- La suppression de la taxe d'habitation, pour 80 % de la population, afin de « donner du pouvoir d'achat », était une infamie que nous avons dénoncée comme telle dès son annonce. Elle lançait une dynamique incontrôlable, faussant des principes simples et admis (on doit contribuer au moins tous aux charges locales du lieu où l'on vit), des principes constitutionnels (égalité devant l'impôt, autonomie des collectivités locales) et creusant des déficits tous azimuts.

Emmanuel Macron ne parvient pas à dominer cette dynamique qui avale toutes ses tentatives de déboucher sur quelque chose de convenable. Il est coincé par le Conseil Constitutionnel qui n'admet pas que l'impôt soit payé par seulement 20 % des contribuables locaux ; il est coincé par le trou financier creusé, les tentatives de le compenser par des taxes nouvelles ayant périclité. La dette va s'accroître.

- Le transfert des retraités vers les actifs est le genre de solution qui n'a aucun fondement rationnel. Dire, dans un pays où on a imposé un système de répartition qui veut que les actifs paient pour les retraités, que les retraités doivent restituer l'argent pour donner du pouvoir d'achat à ceux qui travaillent est une parfaite incohérence. Soit on recule l'âge de la retraite, avec une baisse des cotisations, soit on associe baisse des cotisations et baisses des retraites, soit on fait les deux, mais on ne prend pas le chemin injuste et stigmatisant qui a été choisi par pur électoralisme. Les retraités voient le pouvoir d'achat de leurs retraites baisser chaque année du fait de la non-indexation des retraites. Le retour d'une inflation supérieure à 2 % signifie une accélération de cette baisse. Agiter de surcroît, la perspective de la baisse importante des pensions de réversion, seules ressources des femmes qui ont choisi de rester au foyer, et qui sont généralement très basses, revient à ajouter l'infamie à l'électoralisme. On sait que la natalité baisse et que le remplacement des générations ne se fait plus, même avec les classes immigrées que l'on a massivement fait venir. Dire aux jeunes femmes : travaillez car sinon vous n'aurez pas de retraites est un message plus que discutable. Tout le monde sait, en matière de retraite, qu'il faut passer la date de départ à 66 ou 67 ans tout de suite, et supprimer tous les régimes spéciaux qui ne correspondent pas à des sujétions très particulières (essentiellement l'armée et la police). Au lieu d'attaquer bille en tête ces sujets cruciaux, le gouvernement a d'abord augmenté de façon totalement inconsidérée la CSG et il tente de faire passer l'idée que la hausse de pouvoir d'achat est bien effective pour la clientèle électorale qu'elle a séduite, en dépit du passage au prélèvement à la source, une redoutable imbécillité imposée par le Trésor et qui n'a aucun intérêt national.

L'achat de votes a été efficace. Les gogos ont voté. Mais ces mesures étaient malheureuses et il est politiquement moral qu'elles se retournent contre les équipes qui ont cru bon de les mettre en œuvre.

Comme d'habitude les élections présidentielles ont coûté entre 30 et 40 milliards d'euros aux Français et 2 018 après 2 017 verront encore une augmentation de la dépense publique et de la pression fiscale. Il est même annoncé que la période 2 017-2 018 verra une augmentation des impôts supérieure à la période 2 012-2 013, chef-d'œuvre de bouffonnerie antiéconomique de F. Hollande.

Ce désastre qui pèse naturellement sur tous les comportements actuels et pèsera encore plus dans le futur, ne peut pas être effacé par des exercices de Com'.

Toute la gymnastique présidentielle actuelle dans ce domaine est désarticulée.

Le service national d'un mois est une farce sinistre.

La construction de piscine à Brégançon est ridicule.

L'effort vers les d'jeuns lors de la fête de la musique était grotesque.

L'idée que la télévision publique a pour objet de développer le politiquement correct et proposer des images d'Épinal bien intentionnées, a été considérée comme une copie servile et inutile de l'Amérique. À juste titre.

La révision constitutionnelle tourne au ridicule avec des inclusions qui n'ont pas lieu d'être et l'absence des vraies réformes qui changeraient réellement quelque chose. Nous proposons depuis des lustres d'ajouter deux lignes :

- Nul ne peut être élu dans une assemblée qui détermine sa rémunération et ses conditions d'emplois
- Nul ne peut recevoir deux rémunérations de l'État ou des organismes recevant des fonds publics.

Morigéner les Italiens et accueillir au compte-gouttes des migrants, alors que l'Europe sombre dans l'insignifiance, était ridicule.

Le projet de budget européen massif, dont Merkel aurait actouillé le principe sous bénéfice d'inventaire, est injouable tant que la France maintiendra ses déficits budgétaires et commerciaux, et tant que les réformes fondamentales de la zone Euro n'auront pas été mises en œuvre.

La réponse à Trump, à Poutine et à l'ensemble des tyranneaux du moment (de Damas à Pékin) patine dans le verbiage et dans l'inefficacité à peu près totale. Le couple tant vanté Franco-Allemand se bloque du fait de l'excédent commercial allemand supérieur à 8 % qui est totalement contraire à la légalité internationale, et de l'absence presque totale de réduction de la dépense publique en France.

L'idée se développe que Macron parle trop là où il est impuissant et n'agit pas assez là où il en a le pouvoir.

On raconte dans les médias que les troupes LREM sont désorientées, car elles ne comprennent plus où l'on va. Elles ont bien raison. La liquidation boiteuse de promesses électoralistes ne fait pas une politique. Les beaux discours dans des lieux inspirés non plus. Emmanuel Macron a pris trois demi-mesures indispensables mais trop faibles :

- Il a supprimé partiellement l'IF et liquidé l'intégration des revenus du capital financier dans l'impôt sur le revenu. Ces deux mesures étaient strictement indispensables. Vous n'investissez plus

quand on vous prend les deux tiers du gain potentiel et que le résultat résiduel sera repris pourcent par pourcent le reste de votre vie. Tout le monde comprend qu'il aurait fallu totalement supprimer l'ISF et sortir les revenus locatifs de l'IR avec les mêmes règles que pour les revenus du capital financier. L'opposition entre capital financier bénéfique et capital immobilier néfaste est totalement ridicule. Tenter de raconter et justifier médiatiquement cette histoire est un effort désespéré et perdu d'avance.

- Les socialistes depuis Mitterrand, avec aggravation sous Jospin et Hollande, ont bloqué les relations entre employeurs et salariés, sous prétexte d'un affranchissement qui n'avait pas de sens, en mettant les juges au côté des salariés abusifs. Emmanuel Macron a partiellement levé cette mise sous tutelle abusive. Mais là encore, trop peu, tout en cédant à la démagogie des ONG partisans.

- Le statut de cheminots qui permet de maintenir des sureffectifs démesurés qui tuent l'entreprise devait être supprimé. On ne l'a fait que pour les nouveaux entrants. Ce qui est une demi-mesure. Même si elle va « dans le bon sens ».

Les difficultés de la France sont si importantes, avec un risque si grand de retour de bâton violent dès qu'on quittera le sommet du cycle conjoncturel, et que les taux d'intérêt se remettront à la hausse, qu'il est plus que regrettable que les grandes mesures de fonds n'aient pas été prises.

- Oui, il faut revenir aux quarante heures

- Oui, il faut passer l'âge de la retraite à 66 ou 67 ans, tout en alignant tous les régimes de retraite sur celui du privé, sauf rares exceptions.

- Oui, il faut revoir le droit de grève et le financement syndical

- Oui, il faut empêcher que les municipalités puissent endetter massivement leurs administrés tout en poussant à des niveaux absurdes les prélèvements locaux, comme à Paris.

- Oui, il faut réduire drastiquement le nombre des contrats de fonctionnaires, en renvoyant à la contractualisation l'ensemble des personnels actuels, sauf le 1 à 2 % d'encadrement stable qu'il faut maintenir et renforcer.

- Oui, il faut réduire de plus de 250 000 unités en cinq ans les effectifs publics et parapublics.

- Oui, il faut réformer lourdement le financement du chômage qui maintient trop de personnes trop longtemps dans la trappe à pauvreté subventionnée.

- Oui, il faut réformer la couverture du petit risque et réduire les abus de la gratuité (personnes allant voir 30 ou quarante fois par an un médecin sans être malade ; abus d'arrêts de travail, médecine du travail inutile et trop coûteuse ; etc.).

- Oui il faut réformer la gouvernance soviétique du secteur médical en France, avec un gonflement gigantesque des postes fonctionnels au détriment des postes opérationnels.

- Oui, il faut déplacer massivement le financement de la sécurité sociale de l'entreprise vers les ménages, comme en Suisse. Un citoyen doit savoir dès le départ qu'il aura à payer quoi qu'il en pense et sa taxe locale et sa sécurité sociale mutualisée.

- Oui il faut supprimer le SMIC national et revenir à des minima par branches et régionalisés, négociés par les parties prenantes, supprimant toute tentation d'augmentations politiques.

- Oui, il faut transférer sur la TVA une bonne part des charges patronales.

- Oui il faut baisser massivement les taux et étendre à tous l'assiette de l'IR.

- Oui il faut se mettre en position de mener une diplomatie de la prospérité ce qui implique d'avoir des propositions de réformes lourdes de la zone euro (avec confiscation des trop gros excédents) et du système monétaire international.
- Oui, il faut reprendre une politique nataliste en France.

A cela devrait s'ajouter quelques mesures de souveraineté afin de pouvoir retrouver la possibilité d'agir au lieu de subir.

- Oui, il faut revoir le code de la nationalité et le code des étrangers, pour permettre une véritable intégration sans substitution de population, tout en palliant partiellement la crise de natalité.
- Oui, il faut mettre fin au « gouvernement des juges », au « justicialisme » et à la pénalisation sans fin de la vie courante des Français.
- Oui, il faut donner au souverain le pouvoir de surpasser les règles énoncées par le CEDH

Au lieu de se lancer franchement sur ces pistes où des réformes massives sont indispensables sous risques proches d'effondrement lors du retournement de conjoncture et de la hausse des taux, Emmanuel Macron fait du surplace tourne en rond. Sa boussole s'affole. Ses partisans sont désorientés. Les citoyens attendent, avec de moins en moins de bienveillance.

Macron paie sa campagne électorale démagogique et comme Hollande, la mollesse des réformes entreprises sous fond d'emprise aggravée de l'Énarchie Compassionnelle et de fiscalité aggravée de façon démentielle. Il doit donc s'exprimer devant le Congrès pour fixer un nouveau cap. Gageons qu'il essaiera à nouveau de gommer son image de « président des riches », et qu'il cédera à ceux qui lui demandent de marcher sur une jambe de droite mais surtout une jambe de gauche. Malheureusement la jambe de gauche est un pilon qui s'enfonce dans la bouillasse de la pauvreté et du chômage. Et la droite, affolée d'avoir été éjectée par des mesures totalement démagogiques qu'elle n'avait pas osé suggérer, tente de se relancer par plus de démagogie encore, comme ce coup de pouce au Smic qui a fait tant de mal à l'emploi dans ce pays.

Nous ne pouvons que lui suggérer d'ignorer ces approches de petite politique. La vraie question est de sortir la France de ses tares anciennes et de faire face aux nouvelles menaces qui sont déjà actives.

Plus questions d'enfantillages.